

LA SOUFFRANCE DU PEUPLE PORTUGAIS

Cristina Semblano

Dans le cahier de l'ITS : "Portugal 1974-2014 de la révolution à l'effondrement du modèle néo-libéral", Cristina Semblano, économiste, décrit quelques aspects parmi les plus significatifs de la situation actuelle de ce pays.

"... Quarante ans après la révolution, le peuple portugais est en souffrance, c'est un peuple plus pauvre dans un pays plus pauvre et plus inégal. Car si la pauvreté se répand, l'écart se creuse aussi entre les plus riches et les plus pauvres. Depuis 2011, date d'arrivée de la Troïka, les plus grosses fortunes du Portugal ont augmenté de 13% et le nombre de millionnaires s'est accru de 350. Et le même État qui diminue les salaires de ses fonctionnaires et les pensions de retraite de la population, qui exclut ou restreint l'accès d'une partie croissante de celle-ci au système de santé et affaiblit l'école publique, est aussi celui qui baisse les impôts sur les sociétés et octroie des exonérations fiscales aux investisseurs étrangers et aux seniors aisés du centre, en échange de retraites dorées au Portugal.

Le peuple portugais, pas plus que les peuples grec, irlandais, chypriote ou espagnol, n'a donné mandat à aucune institution nationale ou européenne, pour que des mesures d'asservissement d'une telle violence s'abattent sur lui, mesures confiscatoires de la démocratie, de la dignité et de la vie. Mesures qui touchent le présent et hypothèquent l'avenir. Le Portugal est aujourd'hui le seul pays sous l'empire de la Troïka dont la population diminue du fait d'un solde naturel et d'un solde migratoire négatifs. C'est un pays où l'on a détruit 450 000 emplois et où l'investissement a chuté de 30% en trois ans.

L'histoire de l'eupérisation de l'économie portugaise est celle de sa néo-libéralisation. La demande d'adhésion à l'Europe et son acceptation par cette dernière malgré la divergence des structures économiques et sociales, a pu être considérée comme une assurance contre tous risques politiques. Il fallait mettre un terme aux avancées de la révolution, en empêcher de nouvelles et œuvrer dans le sens de la récupération du pouvoir politique et économique par la bourgeoisie. Quarante ans après, il est temps de reconsidérer sa position. Le Portugal doit revoir son modèle de développement basé sur des productions à faible valeur ajoutée et bas salaires. Il ne pourra le faire dans le cadre de l'actuelle architecture institutionnelle européenne, marquée par la domination de la globalisation marchande et de la globalisation financière et le manque de solidarité entre les États.

Il me semble que la question qui se pose est, alors, la suivante : peut-on changer l'Europe ? Ou faut-il la quitter ? Et cette question n'est pas seulement portugaise, car le Portugal n'est qu'un des maillons faibles de cette chaîne qui est en train d'étrangler, chaque jour davantage, les peuples. Et ce sont les peuples, et non pas les technocrates ou les « spécialistes », qui doivent s'approprier ce débat, éminemment politique.

Quoi qu'il en soit, il est impératif de restructurer la dette. Une telle restructuration doit s'entendre au sens large, c'est-à-dire englober une annulation substantielle de sa valeur, dûment fondée sur un audit citoyen. Forcer cette restructuration, au besoin par la voie d'un moratoire, est un acte de résistance. Pour que ce qui reste des acquis de la Révolution dont nous commémorons aujourd'hui l'anniversaire et, au premier chef la démocratie, ne soit pas définitivement détruit."